

AVIS PUBLIC

TENUE D'UN REGISTRE POUR LES PERSONNES HABLES À VOTER AYANT LE DROIT D'ÊTRE INSCRITES SUR LA LISTE RÉFÉRENDAIRE DE LA MUNICIPALITÉ DE CÔTE SAINT-LUC

AVIS PUBLIC est donné que :

1. Le conseil de Ville, lors de sa séance ordinaire du 21 janvier 2019, a adopté des règlements d'emprunt – chacun ayant ses objets qu'en termes généraux – numérotés et intitulés :

« Règlement 2522 autorisant un emprunt de 137 000 \$ pour financer le coût, incluant les honoraires professionnels, pour la réfection du viaduc situé sur le chemin Côte Saint-Luc, comportant le numéro de lot P1054612»

« Règlement 2523 autorisant un emprunt de 1 523 000 \$ pour l'achat et l'installation de divers feux de circulation et lumières de rue DEL à divers endroits, y compris des services professionnels, sur le territoire de la Ville de Côte Saint-Luc»

« Règlement 2524 autorisant un emprunt de 2 675 000 \$ pour des améliorations d'installations diverses au parc Kirwan»

« Règlement 2525 autorisant un emprunt de 263 000 \$ pour l'achat et l'installation d'un dôme de garage situé au 7001, chemin Mackle»

« Règlement 2526 autorisant un emprunt de 700 000 \$ pour l'achat de véhicules et d'équipement»

« Règlement 2527 autorisant un emprunt de 221 000 \$ pour l'achat de véhicules lourds et d'équipement de véhicules lourds»

2. Ces règlements ont pour but :

- > Autoriser un emprunt de 137 000 \$ pour le Règlement 2522;
- > Autoriser un emprunt de 1 523 000 \$ pour le Règlement 2523;
- > Autoriser un emprunt de 2 675 000 \$ pour le Règlement 2524;
- > Autoriser un emprunt de 263 000 \$ pour le Règlement 2525;
- > Autoriser un emprunt de 700 000 \$ pour le Règlement 2526; et
- > Autoriser un emprunt de 221 000 \$ pour le Règlement 2527;

3. Les règlements ont les termes suivants:

- > Pour le règlement 2522: un terme de 20 ans;
- > Pour le règlement 2523: un terme de 15 ans;
- > Pour le règlement 2524: un terme de 20 ans;
- > Pour le règlement 2525: un terme de 10 ans;
- > Pour le règlement 2526: un terme de 10 ans; and
- > Pour le règlement 2527: un terme de 15 ans;

4. Les règlements d'emprunt seront mis à la charge de tous les contribuables de la municipalité de Côte Saint-Luc;

5. Les objets (emplois projeté des sommes empruntées) dans chaque règlement d'emprunt sont ceux qui suivent :

- > Pour le règlement 2522 : financer le coût, incluant les honoraires professionnels, pour la réfection du viaduc situé sur le chemin Côte Saint-Luc, comportant le numéro de lot P1054612;
- > Pour le règlement 2523 : pour l'achat et l'installation de divers feux de circulation et lumières de rue DEL à divers endroits, y compris des services professionnels, sur le territoire de la Ville de Côte Saint-Luc;
- > Pour le règlement 2524 : pour des améliorations d'installations diverses au parc Kirwan;
- > Pour le règlement 2525 : pour l'achat et l'installation d'un dôme de garage situé au 7001, chemin Mackle;
- > Pour le règlement 2526 : pour l'achat de véhicules et d'équipement; et
- > Pour le règlement 2527 : pour l'achat de véhicules lourds et d'équipement de véhicules lourds;

6. Les personnes habiles à voter ayant le droit d'être inscrites sur la liste référendaire de la municipalité de Côte Saint-Luc peuvent demander que ces règlements fassent l'objet d'un scrutin référendaire par l'inscription de leur nom, adresse et qualité, appuyée de leur signature, dans un registre ouvert à cette fin;

7. Le registre pour ces règlements sera accessible, sans interruption, **le mardi 29 janvier 2019, le mercredi 30 janvier 2019, le jeudi 31 janvier 2019 et le vendredi 1^{er} février 2019**, entre 9 h et 19 h au bureau du greffier, situé au 5801, boulevard Cavendish;

8. Le nombre de signatures requis pour la tenue d'un scrutin référendaire est de 2 267. Si ce nombre n'est pas atteint, les règlements seront réputés approuvés par les personnes habiles à voter;

9. Les règlements peuvent être consultés au comptoir des archives situé au 5801, boulevard Cavendish, 2^e étage, du lundi au vendredi de 8 h 30 à 16 h 30, ET pendant la période d'enregistrement énoncée au paragraphe 7;

10. Les résultats de la procédure d'enregistrement seront annoncés au bureau du greffier (le lieu où le registre sera tenu) le vendredi 1^{er} février 2019 à 19 h 30, ou aussitôt qu'ils seront disponibles.

PUBLIC NOTICE

HOLDING OF A REGISTER FOR LOAN BY-LAWS TO QUALIFIED VOTERS ENTITLED TO HAVE THEIR NAMES ENTERED ON THE REFERENDUM LIST FOR THE MUNICIPALITY OF CÔTE SAINT-LUC

PUBLIC NOTICE is hereby given that:

1. At its Regular Meeting of January 21, 2019, the City Council adopted loan by-laws - each having their objects in general terms - numbered and entitled:

"By-Law 2522 authorizing a loan of \$137,000 to finance the cost, including professional fees, to repair the underpass located on Côte Saint-Luc Road, Lot number P1054612"

"By-Law 2523 authorizing a loan of \$1,523,000 for the purchase and installation of various traffic lights & LED street lights at various locations, including professional services, in the territory of the City of Côte Saint-Luc"

"By-Law 2524 authorizing a loan of \$2,675,000 for various facility upgrades for Kirwan Park"

"By-Law 2525 authorizing a loan of \$263,000 for the purchase and installation of a garage dome located at 7001 Mackle Road"

"By-Law 2526 authorizing a loan of \$700,000 for the purchase of vehicles and equipment"

"By-Law 2527 authorizing a loan of \$221,000 for the purchase of heavy vehicles and heavy vehicle equipment"

2. The purposes of these by-laws are as follows:

- > To authorize a loan of \$137,000 for by-law 2522;
- > To authorize a loan of \$1,523,000 for by-law 2523;
- > To authorize a loan of \$2,675,000 for by-law 2524;
- > To authorize a loan of \$263,000 for by-law 2525;
- > To authorize a loan of \$700,000 for by-law 2526; and
- > To authorize a loan of \$221,000 for by-law 2527;

3. The terms of the loans are as follows:

- > For loan by-law 2522: term of 20 years;
- > For loan by-law 2523: term of 15 years;
- > For loan by-law 2524: term of 20 years;
- > For loan by-law 2525: term of 10 years;
- > For loan by-law 2526: term of 10 years; and
- > For loan by-law 2527: term of 15 years;

4. Each of the loan by-laws shall be charged to taxpayers on the whole territory of the Municipality of Côte Saint-Luc;

5. The objects (intended uses) of the proposed loans contained within each by-law are as follows:

- > For loan by-law 2522: to finance the cost, including professional fees, to repair the underpass located on Côte Saint-Luc Road, Lot number P1054612;
- > For loan by-law 2523: the purchase and installation of various traffic lights & LED street lights at various locations, including professional services, in the territory of the City of Côte Saint-Luc;
- > For loan by-law 2524: for various facility upgrades for Kirwan Park;
- > For loan by-law 2525: the purchase and installation of a garage dome located at 7001 Mackle Road;
- > For loan by-law 2526: the purchase of vehicles and equipment; and
- > For loan by-law 2527: the purchase of heavy vehicles and heavy vehicle equipment;

6. Qualified voters entitled to have their names entered on the referendum list for the Municipality of Côte Saint-Luc may apply to have the aforementioned by-laws submitted to a referendum poll by entering their name, address and capacity, together with their signature, in a Register opened for that purpose;

7. The Register for these loan by-laws will be open, uninterrupted, on **Tuesday, January 29, 2019, Wednesday, January 30, 2019, Thursday, January 31, 2019 and Friday, February 1, 2019**, between 9:00 a.m. and 7:00 p.m. in the office of the City Clerk located at 5801 Cavendish Boulevard;

8. The number of signatures needed to require that a referendum poll be held for the by-laws is 2,267. If this number is not reached, the by-laws will be deemed approved by the qualified voters;

9. The by-laws may be consulted at the City archives located at 5801 Cavendish Boulevard, second floor, Monday to Friday, between 8:30 a.m. and 4:30 p.m. AND during the register period mentioned in paragraph 7;

10. The results of the registration process will be announced in the office of the City Clerk (where the Register is held), on Friday, February 1, 2019 at 7:30 p.m. or as soon as they are available.

CONDITIONS POUR ÊTRE UNE PERSONNE HABILE À VOTER

Une personne habile à voter est une personne qui se trouve dans une des deux catégories suivantes le 21 janvier 2019 (et au moment où elle exerce son droit) :

(1) une personne physique qui est :

- domiciliée sur le territoire de Côte Saint-Luc;
- domiciliée depuis au moins (6) six mois au Québec;
- majeure (18 ans);
- de citoyenneté canadienne;
- n'est pas en curatelle; et
- n'est frappée d'aucune incapacité au sens de la *Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités* (R.L.R.Q., chapitre E-2.2).

(2) une personne physique ou morale domiciliée ou non domiciliée dans la municipalité de Côte Saint-Luc ou dont le siège social y est ou n'y est pas situé mais qui :

- est, depuis au moins douze mois, propriétaire d'un immeuble ou occupante d'un établissement d'entreprise situé sur le territoire de Côte Saint-Luc (secteur concerné);
- est majeure (18 ans);
- est de citoyenneté canadienne;
- n'est pas en curatelle; et
- n'est frappée d'aucune incapacité au sens de la *Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités* (R.L.R.Q., chapitre E-2.2).

MANIÈRE ET CONDITIONS SELON LESQUELLES UNE PERSONNE MORALE POURRA EXERCER SON DROIT DE VOTE :

(1) Une personne morale qui est habile à voter exerce ses droits par l'entremise de l'un de ses membres, administrateurs ou employés qu'elle désigne à cette fin par résolution.

La personne ainsi désignée doit également, en date du 21 janvier 2019 (et au moment où elle exerce son droit) :

- être majeure;
- être de citoyenneté canadienne;
- ne pas être en curatelle, et
- ne pas être frappée d'une incapacité de voter au sens de la *loi sur les élections et les référendums dans les municipalités* (L.R.Q., chapitre E-2.2);

(2) Les copropriétaires d'un immeuble qui sont des personnes habiles à voter du secteur concerné désignent parmi eux, au moyen d'une procuration signée par la majorité d'entre eux, une personne n'ayant pas le droit d'être inscrite prioritairement à un autre titre sur la liste référendaire :

1. à titre de personne domiciliée;
2. à titre de propriétaire unique d'un immeuble; ou
3. à titre d'occupant unique d'un établissement d'entreprise.

(3) Les cooccupants d'un établissement d'entreprise qui sont des personnes habiles à voter du secteur concerné désignent parmi eux, au moyen d'une procuration signée par la majorité d'entre eux, une personne n'ayant pas le droit d'être inscrite prioritairement à un autre titre sur la liste référendaire :

1. à titre de personne domiciliée;
2. à titre de propriétaire unique d'un immeuble;
3. à titre d'occupant unique d'un établissement d'entreprise; ou
4. à titre de copropriétaire indivis d'un immeuble.

(4) Les personnes morales, les copropriétaires et cooccupants doivent produire leur résolution ou leur procuration lors de l'inscription. La résolution ou la procuration prend effet lors de sa réception et demeure valide tant qu'elle n'est pas remplacée.

INÉLIGIBILITÉ À SIGNER LE REGISTRE DEUX FOIS

Sauf dans le cas où une personne est désignée à représenter une personne morale, aucune personne ne pourra exercer son droit de vote dans plus d'une capacité selon l'article 531 de la *Loi sur les élections et référendums dans les municipalités* (R.L.R.Q., chapitre E-2.2).

PIÈCES D'IDENTITÉ REQUISES

Pour signer le registre, vous **devez** établir votre identité en présentant l'un des documents suivants :

- votre carte d'assurance maladie;
- votre permis de conduire;
- votre passeport canadien;
- certificat de statut d'Indien; ou
- carte d'identité des Forces canadiennes.

DONNÉ À LA VILLE DE CÔTE SAINT-LUC, CE 23 JANVIER 2019

M^e Jason Prévost
Assistant-greffier

*Pour plus d'information, veuillez me contacter au 514-485-6800 poste 1704 ou à jprevost@cotesaintluc.org

TO BE CONSIDERED A QUALIFIED VOTER

A qualified voter is any person who enters into one of the following two categories on January 21, 2019 (and at the time he exercises his right):

(1) Any individual (natural person) who:

- is domiciled in the territory of Côte Saint-Luc;
- has been domiciled for at least six (6) months in Quebec;
- is of full age (18 years old);
- is a Canadian citizen;
- is not under curatorship; and
- is not disqualified to exercise their right to sign the Register pursuant to the provisions governing the *Act Respecting Elections and Referendums in Municipalities* (C.Q.L.R., chapter E-2.2).

(2) Any individual (natural person) or a legal person domiciled or not domiciled in the Municipality of Côte Saint-Luc (concerned sector) or whose head-office is or is not located there, but who:

- has, for at least 12 months, owned an immovable or has occupied a business establishment within the territory of Côte Saint-Luc;
- is of full age (18 years old);
- is a Canadian citizen;
- is not under curatorship; and
- is not disqualified to exercise their right to sign the Register pursuant to the provisions governing the *Act Respecting Elections and Referendums in Municipalities* (C.Q.L.R., chapter E-2.2).

PARTICULAR MANNER AND CONDITIONS WHICH A QUALIFIED VOTER (OTHER THAN A NATURAL PERSON) EXERCISES THEIR RIGHT TO VOTE:

(1) A legal person who is a qualified voter exercises his rights through one of its members, administrators or employees designated for that purpose by resolution.

The designated person must, also, on January 21, 2019 (and at the time he exercises his right):

- be of legal age;
- be a Canadian citizen;
- not be under curatorship; and
- not be disqualified to exercise their right to sign the Register pursuant to the provisions governing the *Act Respecting Elections and Referendums in Municipalities* (C.Q.L.R., chapter E-2.2).

(2) The co-owners of an immovable who are qualified voters in the sector concerned designate from among themselves, by a power of attorney signed by the majority of them, a person who is not entitled to be entered on the referendum list in another capacity, in the following order of precedence:

1. as a domiciled person;
2. as the sole owner of an immovable; or
3. as the sole occupant of a business establishment.

(3) The co-occupants of a business establishment who are qualified voters in the sector concerned designate from among themselves, by a power of attorney signed by the majority of them, a person who is not entitled to be entered on the referendum list in another capacity, in the following order of precedence:

1. as a domiciled person;
2. as the sole owner of an immovable;
3. as the sole occupant of a business establishment; or
4. as the undivided co-owner of an immovable.

(4) Legal persons, co-owners and co-occupants must file their resolution or power of attorney when registering. The resolution or power of attorney takes effect on the date of receipt and remains valid until it is replaced.

INELIGIBILITY TO SIGN THE REGISTER TWICE

Except in the case of a person designated to represent a legal person, no one may exercise their right to sign the Register in more than one capacity, pursuant to section 531 of the *Act Respecting Elections and Referendums in Municipalities* (C.Q.L.R., chapter E-2.2).

IDENTIFICATION REQUIRED

To sign the Register you **must** establish your identity by presenting one of the following documents:

- your health insurance card;
- your driver's licence;
- your Canadian passport;
- Certificate of Indian Status; or
- Canadian Armed Forces Identification Card.

GIVEN AT THE CITY OF CÔTE SAINT LUC ON THIS 23rd DAY OF JANUARY, 2019

M^e Jason Prévost
Assistant City Clerk

*For further information, please contact me at 514-485-6800 ext. 1704 or at jprevost@cotesaintluc.org